

Les masques tombent

Déclaration préalable de SUD Éducation pour le CTSD de l'Hérault dématérialisé du 31 mars 2020

A l'épreuve d'une crise sanitaire sans précédent, les masques tombent et la réalité du délabrement des services publics vient fracasser les discours creux et contradictoires des gouvernements successifs volontairement soumis aux lois du marché, dont celui de Macron est la version la plus poussée.

À l'hôpital, « fermer des lits pour mieux accueillir les patients ». Chacune et chacun peut aujourd'hui observer et parfois vivre dans sa chair les conditions de travail du secteur de la santé. Ça se passe de commentaire.

À l'université, décupler les frais d'inscriptions des étudiant-es étrangers pour « les inciter à venir étudier en France ». Plus c'est cher, plus ça donne envie...

Dans la recherche, soumettre la recherche aux priorités des grands groupes industriels, et ne retenir que les projets au meilleur potentiel de rentabilité, c'est prioriser non pas le progrès pour l'humain, mais le profit.

Lors de chaque manifestation pour la défense des services publics, il a été répondu que l'argent magique n'existait pas. Mais aujourd'hui l'argent magique pleut à verse. L'État, l'Europe, toutes les institutions supranationales font ruisseler de l'argent magique vers les entreprises, en espérant que l'activité, la croissance, la consommation, le capitalisme repartiront comme avant.

La nov'langue technocratique se fait percuter par la réalité du terrain, et la latence imposée par le confinement actuel donne à chacune et chacun le temps de s'informer, de prendre connaissance des choix politiques qui ont été faits. Après le confinement, après la crise, viendra l'heure de rendre compte de ces choix. Le gouvernement, qui prétend oeuvrer pour l'intérêt collectif, devra expliquer pourquoi l'ensemble de sa politique a privilégié les intérêts particuliers de quelques uns. Parce qu'à la lumière d'une telle crise, ça se voit, et aucun mot ne peut prétendre le contraire.

Dans l'Éducation Nationale, Macron et Blanquer déclarent mettre la priorité sur le premier degré depuis 2017, tout en diminuant chaque année le nombre de postes au concours, et les dotations de postes. Cette année on nous propose une famélique dotation de 18 postes pour l'Académie... 18 postes qui devraient suffire bien entendu à mettre en œuvre le magnifique plan de communication de dédoublement des CP, CE1, et GS, tout en absorbant les nécessités démographiques d'ouvertures de classes.

18 postes pour 5 départements, pour ajuster une masse de 267 000 élèves.

Pour gérer votre partie et parvenir en dépit du bon sens à opérer ces dédoublements tout en ouvrant des classes là où c'était nécessaire, vous avez entrepris de supprimer tous les postes d'animateurs soutien (15), de nombreux postes RASED partant en retraite ou pourvus à titre provisoire (15), et tous les postes de modulateurs et de maîtres formateurs. Il ne s'agit pas de simples manipulations administratives pour grappiller quelques postes. Il s'agit de la destruction de dispositifs, de postes spécifiques réellement utiles à la profession.

Les RASED sont attaqués depuis plus de 10 ans. On apprend que leurs missions vont changer, que la remédiation en petits groupes n'existera plus, que les équipes de RASED animeront des projets, sur quelques semaines, par école. Ce ne sont pas les besoins de la profession, et les collègues qui se sont formés aux spécialités du RASED ne l'ont pas fait pour ce genre de mission.

Les animateurs soutien, autrefois maîtres supplémentaires, tenaient un véritable rôle de soutien, de renforcement, d'étayage, d'organisations pédagogiques variées, auprès de publics scolaires qui en tiraient un réel bénéfice. Ce dispositif qui avait été bien accueilli par la profession, qui était en train de faire ses preuves, est supprimé sans aucune étude sur son impact.

On comprend que les étages hiérarchiques inférieurs aient du mal à argumenter, et se retranchent derrière les déclarations ministérielles. Mais là, concrètement, vos décisions ont des conséquences très lourdes sur le terrain, comme l'illustre l'école Herriot de Béziers, qui va perdre un poste d'animateur soutien et un poste de maître E, alors que le public qu'elle accueille nécessite un accompagnement très soutenu.

Enfin, les enseignant-es référent-es ont reçu, la semaine dernière, l'injonction de trouver des solutions pour sortir les élèves en situation de handicap nés en 2004 des effectifs des collèges, qu'ils aient ou non fait leurs quatre années, et ceci sans aucune considération du temps nécessaire pour construire des projets d'orientation solides pour ces enfants. L'institution privilégie une nouvelle fois la politique du chiffre sur la qualité des parcours scolaires de tous les élèves.

Ne nous parlez plus de l'école inclusive, de l'accompagnement des élèves en difficultés et des familles fragilisées. Ne nous parlez plus d'égalité territoriale, de promesse républicaine envers la jeunesse ni d'école de la confiance.

Et au sortir de la crise que nous traversons, cessez de faire croire que les élèves les plus fragiles seront votre priorité et que nous lutterons contre les ruptures d'apprentissage quand il n'y aura plus de professionnels spécifiques pour les accompagner...

Plusieurs organisations syndicales, dont SUD éducation 34, vous ont demandé de reporter, voire suspendre les opérations de carte scolaire et de mutation, parce que ces décisions très lourdes nous paraissent difficilement acceptables dans les conditions actuelles de confinement de la population, de sidération des un-es et des autres. Beaucoup vont rater des échéances ou des informations, tout simplement parce qu'ils et elles seront trop occupés à prendre soin de leurs proches, à s'engager dans les dispositifs solidaires qui se développent, à télétravailler, à se soigner, ou à faire tout ça en même temps !

Le service public doit continuer, nous dites-vous. Oui, pour maintenir le lien entre les familles et l'école. Non, pour dégrader les conditions de travail des personnels pendant qu'ils et elles regardent ailleurs !

Vous faites des choix. Comptables et idéologiques. La communauté enseignante ne l'oubliera pas...